

Budget Lecornu : combattons un projet de budget au service des riches

Le projet de budget présenté par le Gouvernement est directement inspiré du projet de son prédécesseur. Il s'agit d'un projet qui n'a pour but que de perpétuer la politique de l'offre au service des grandes entreprises et de contenter les libéraux et réactionnaires.

Ainsi, le budget prévoit de continuer les cadeaux fiscaux aux plus riches. L'impôt exceptionnel sur les très hauts revenus est divisé par deux. La cotisation sur la valeur ajoutée des grandes entreprises, globalement indolore (0,75% du chiffre d'affaires déclarable pour les entreprises avec un chiffre d'affaires de plus de 50 millions d'euros) est réduite d'un tiers.

La taxe sur le patrimoine financier promise par le Gouvernement relève de la plaisanterie. La liste de dérogations à cette taxe des ultra-riches est en effet plus longue dans le projet que les éléments qui la définissent. De même que les taxes sur le vapotage et sur les petits colis, totalement superficielles.

Le projet de budget ne contient aucune mesure de justice fiscale, comme l'augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu, l'augmentation de la taxation des rentes du capital ou encore un impôt sur la fortune rénové. Au contraire, il acte un gel du barème de l'impôt sur le revenu.

En parallèle, les mesures d'économies du Gouvernement pèsent directement sur les précaires et les faibles revenus.

Le doublement des franchises médicales augmentera encore une fois le reste à charge pour les patient·es. Les prestations sociales, dont les APL et l'Allocation Adulte Handicapé, et les retraites ne seront pas revalorisées en fonction de l'inflation : elles seront gelées. L'abattement de 10 % pour les retraité·es est par ailleurs supprimé et remplacé par un montant déductible maximal de 2000 €. C'est donc bien l'année blanche promise par Bayrou que met en œuvre le projet Lecornu.

Les moyens alloués aux collectivités territoriales et aux ministères de service public, à deux exceptions près (justice et Intérieur) sont en nette diminution. Plusieurs milliers de postes de fonctionnaires seront supprimés. Les services publics risquent d'encore se dégrader.

Les concessions lâchées sous la pression du mouvement social concernant le décalage de l'application de la réforme des retraites de 2023 ne doivent pas faire oublier que ce budget de régression sociale est au service des plus riches, tout en étant financé par les travailleurs et travailleuses.

Renversons la vapeur, et mobilisons-nous pour arracher des victoires sur le budget, que ce soit celui de l'Etat ou de la sécu.

Imposons la transition écologique, la justice fiscale et le progrès social !

Pas d'économies sur nos vies !

Paris le 15 octobre 2025